

11. Section 211.3d)2)iv)

Comme il est stipulé par la Section 403 b)4) de la Loi publique 480, l'accord de transfert des denrées à un organisme de parrainage coopérant dépend de la disponibilité des fonds et des denrées.

12. Section 211.4b)

La propriété des denrées est transférée aux organismes de parrainage coopérants non gouvernementaux au point où le transporteur maritime prend possession de la cargaison (généralement F.A.S. ou F.O.B. au port américain). Les organismes de parrainage coopérants gouvernementaux reçoivent la propriété au port d'entrée destinataire, après déchargement complet de la cargaison par le transporteur maritime, ou au point d'entrée destinataire, dans le cas de pays sans littoral, après livraison par le transporteur terrestre. Sous réserve d'accord écrit de l'A.I.D., l'organisme de parrainage coopérant doit conserver la propriété des denrées, du produit de la monétisation et des recettes de programme transférés à un organisme bénéficiaire aux fins de distribution ou d'utilisation. Si un organisme de parrainage coopérant souhaite transférer la propriété à un organisme bénéficiaire, il doit démontrer qu'il a établi, de concert avec l'organisme bénéficiaire, des procédures appropriées et efficaces permettant de présenter des demandes d'indemnisation à un tiers en cas de perte, d'avarie ou d'utilisation impropre des denrées, du produit de la monétisation ou des recettes de programme.

13. Section 211.4 d)

L'A.I.D. accepte les connaissements maritimes payés d'avance comme preuve de paiement au transporteur maritime, à condition que le transporteur soit payé dans les 7 jours à partir de la date de réception des fonds du Gouvernement des Etats-Unis.

14. Section 211.4g)

La restriction relative au conflit d'intérêt de la section 407c)4) de la Loi publique 480 est incorporée au Règlement. Cependant, ces limitations ne s'appliquent pas aux expéditions affrétées par des organismes de parrainage coopérants non gouvernementaux ou leurs agents.

15. Section 211.5 a)

Si l'A.I.D. approuve un Plan d'exécution soumis par un organisme de parrainage coopérant, le plan d'exécution soumis les années suivantes ne couvre que les éléments ou les

caractéristiques qui doivent être mis à jour ou que l'organisme de parrainage coopérant décide de réviser. La rédaction de cette section a aussi été partiellement modifiée aux fins de précision.

16. Section 211.5b)

La phrase par laquelle il est demandé aux organismes de parrainage coopérants d'encourager au maximum le recours au personnel bénévole pour la supervision du programme est supprimée. Il ne convient pas que le Règlement impose ce genre d'obligation à un organisme de parrainage coopérant et compte en même temps sur une supervision satisfaisante du programme. Un organisme de parrainage coopérant devrait décider librement de recourir à un personnel bénévole ou rémunéré afin de mettre en oeuvre et de surveiller son programme appuyé par les ressources relevant du Titre II.

17. Section 211.5 c)

Les responsabilités de vérification interne de l'organisme de parrainage coopérant sont mises en oeuvre. Le paragraphe 8e) de la Circulaire A-73 de l'OMB (révisée le 20 juin 1983) établit le principe suivant lequel "la responsabilité des vérifications internes des programmes assistés par des fonds fédéraux incombe principalement aux organismes bénéficiaires." Plus récemment, l'OMB a publié la Circulaire A-133, "Vérifications internes des établissements d'enseignement supérieur et autres organismes sans but lucratif", qui s'applique aux organismes sans but lucratif des Etats-Unis, notamment ceux qui sont des organismes de parrainage coopérants d'un programme relevant du Titre II.

Les services de l'Inspecteur général de l'A.I.D., qui ont été institués par le Congrès, sont chargés par la loi d'effectuer des vérifications internes des programmes et opérations de l'A.I.D., d'en assurer la supervision et d'indiquer la direction des politiques en vue d'encourager l'économie et l'efficacité et de déceler la fraude et les abus. Voir sections 2 et 4a) de la Loi de 1978 relative à l'Inspecteur général. Comme les autres services ou organismes du Gouvernement des Etats-Unis, l'Inspecteur général de l'A.I.D. ne dispose pas de ressources humaines ou financières suffisantes pour assurer une vérification interne des programmes de dons de l'Agence, tels ceux relevant du Titre II, qui permette de rendre convenablement compte des ressources fédérales.

L'Inspecteur général a demandé instamment à l'A.I.D. d'appliquer la circulaire A-133 aux sous-bénéficiaires étrangers (c'est-à-dire, aux "organismes bénéficiaires" suivant la définition du paragraphe 211.2t)), ayant conclu à la nécessité d'adopter une méthode intégrée de vérification interne qui comprenne les organismes de parrainage coopérants

et les organismes bénéficiaires, dans le but de parvenir à une reddition des comptes satisfaisante aux termes de la Circulaire. Les ressources fédérales fournies en aide à un pays étranger sont aussi précieuses ou vulnérables que celles qui servent aux programmes d'aide nationaux, et il existe aux Etats-Unis beaucoup de petits organismes sans but lucratif, disposant de moyens institutionnels limités, et qui, à titre de bénéficiaires ou sous-bénéficiaires de dons fédéraux, sont visés par les dispositions de la Circulaire A-133 de l'OMB.

L'A.I.D. ne sous-estime pas les obligations de la Circulaire A-133 de l'OMB, mais l'Inspecteur général considère comme très important que cette Circulaire soit appliquée aux organismes bénéficiaires étrangers non gouvernementaux, aux fins de responsabilité comptable. Dans le cas contraire, la vérification interne que les organismes de parrainage coopérants des Etats-Unis doivent effectuer aux termes de la Circulaire A-133 serait dépourvue de sens ou d'efficacité, parce que dans la plupart des programmes, les denrées et le produit de la monétisation sont transférés aux organismes bénéficiaires étrangers. L'Inspecteur général et l'A.I.D. jugent que les normes et principes énoncés dans la Circulaire et les documents s'y rapportant prévoient suffisamment de souplesse pour rendre réaliste cette obligation de responsabilité comptable concernant les programmes relevant du Titre II à l'étranger. En outre, cette obligation sera mise en oeuvre de la façon suivante:

a. Un organisme de parrainage coopérant non gouvernemental n'est tenu d'effectuer une vérification interne, conformément à la Circulaire A-133 de l'OMB, à propos d'un programme relevant du Titre II, qu'une fois que le financement destiné à couvrir les coûts estimatifs pour ce faire aient été inclus dans un don fait par l'A.I.D. audit organisme. Dans la mesure du possible, un organisme de parrainage coopérant peut autoriser les organismes bénéficiaires à utiliser le produit de la monétisation et les recettes de programme afin de couvrir les coûts locaux engagés en vue d'appliquer les dispositions de la Circulaire.

b. Le terme "Programme" désigne la totalité du programme de l'organisme de parrainage coopérant qui relève du Titre II, et non les activités particulières mises en oeuvre localement par l'organisme de parrainage coopérant. Les activités de monétisation ne sont pas considérées comme des "programmes" distincts répondant à la définition des "grands programmes" de la Circulaire A-133 de l'OMB.

c. Un organisme de parrainage coopérant peut rendre compte des denrées suivant la méthode de la comptabilité de caisse dans ses relevés financiers.

d. Le Règlement No. 11 déclare expressément que l'organisme de parrainage coopérant peut s'acquitter de ses obligations de vérification interne concernant les organismes bénéficiaires en faisant effectuer des vérifications indépendantes des organismes bénéficiaires, ou en se fiant aux

procédures appropriées adoptées par les employés de l'organisme de parrainage coopérant chargés de la vérification interne ou du programme, ou en élargissant l'étendue de la vérification indépendante de l'organisme de parrainage coopérant portant sur les comptes ou sur le respect de la Circulaire, de façon à y englober le sondage des frais de l'organisme bénéficiaire, ou en combinant ces procédures.

e. Quand la direction d'un organisme de parrainage coopérant non gouvernemental instaure un système destiné à surveiller les organismes bénéficiaires, elle devrait élaborer des procédures suffisantes pour déceler le non-respect par l'organisme bénéficiaire de la législation et des règlements fédéraux pertinents. La législation et les règlements fédéraux qui seraient généralement applicables aux organismes bénéficiaires étrangers figurent dans le Règlement No 11. Les opérations financières des organismes bénéficiaires relatives à l'aide fédérale peuvent faire l'objet de vérifications de comptes en temps voulu. A défaut, la direction de l'organisme de parrainage coopérant peut adopter des procédures comme celles qui suivent en vue de surveiller les organismes bénéficiaires:

i. Examiner et évaluer les rapports présentés, en ce qui concerne l'intégralité des données et le respect de la législation et des règlements applicables. Si cela est jugé nécessaire, examiner les documents de travail des contrôleurs.

ii. Evaluer les résultats de la vérification interne et déterminer si un plan d'action a été préparé et mis en oeuvre afin de corriger la situation.

iii. Vérifier que les fonds sont décaissés aux organismes bénéficiaires uniquement au fur et à mesure des besoins.

iv. Vérifier que les remboursements exigibles des organismes bénéficiaires sont facturés et perçus en temps voulu.

v. Examiner s'il existe des procédures en vue de garantir que les organismes bénéficiaires et les organismes qui utilisent le produit de la monétisation et les recettes de programme répondent aux conditions de qualification.

vi. Examiner si les rapports envoyés par les organismes bénéficiaires sont vérifiés en temps voulu et si tous les articles inhabituels sont vérifiés à fond.

vii. Examiner les preuves de manquements précédemment signalés et vérifier si des mesures correctrices ont été prises.

f. Lorsqu'un organisme de parrainage coopérant non gouvernemental appuie, aux termes de ce programme, un organisme bénéficiaire qui appartient au gouvernement national ou à l'administration locale d'un pays étranger, ledit organisme de parrainage peut demander à l'organisme bénéficiaire de présenter une vérification interne effectuée par l'organisme de vérification des comptes d'Etat ou local conformément aux normes de vérification et aux principes comptables qui sont en vigueur pour cet organisme conformément à la législation nationale, d'Etat ou locale pertinentes, ou conformément aux normes prescrites au paragraphe 211.5c).

g. Un organisme de parrainage coopérant et ses représentants peuvent, à leur gré, consulter les services de l'Inspecteur général afin de définir l'étendue agréée d'une vérification qui soit raisonnable en couverture et en coût.

Enfin, la Food Aid Management (FAM), une association d'organismes de parrainage coopérants appuyée par l'A.I.D., a élaboré les principes de comptabilité généralement reconnus en ce qui concerne les denrées (GACAP), dans le but d'améliorer la reddition de comptes relatifs aux denrées relevant du Titre II. Cette section est aussi modifiée afin de permettre d'utiliser les principes de comptabilité GACAP afin de rendre compte des denrées faisant l'objet d'un don. Cependant, si un organisme de parrainage coopérant applique lesdits principes, un comptable indépendant engagé pour effectuer une vérification interne conformément à la Circulaire A-133 de l'OMB peut devoir faire certaines déclarations dans le rapport financier de l'organisme de parrainage coopérant, en signalant qu'il s'est écarté des principes de comptabilité généralement reconnus.

18. Section 211.5d)

Il n'est pas nécessaire qu'un organisme de parrainage coopérant soumette une estimation des besoins en denrées pour tous les programmes du pays. Cette obligation faisait double emploi puisqu'elle est déjà fournie dans l'AER.

19. Section 211.5e)

Les forces militaires n'ont pas le droit de distribuer, de manutentionner ni de répartir des denrées faisant l'objet d'un don, à moins d'autorisation de l'A.I.D.

20. Section 211.5g)

Comme il est stipulé à la section 403i) de la Loi publique 480, les denrées doivent être distribuées "sans distinction de croyances politiques, de localisation géographique, d'appartenance ethnique, tribale ou religieuse du bénéficiaire ou sans distinction d'autres facteurs étrangers." Les membres du Groupe ont considéré que l'expression "facteurs étrangers" est vague. L'A.I.D. l'interprète comme signifiant étrangers au besoin et aux critères de qualification agréés dans le plan d'exécution. Cette interprétation figure à la Section 211.5g).

21. Sections 211.5h) et i)

La formule révisée de publicité de la section 403f) de la Loi publique 480 est reprise dans les sections du règlement concernant l'information du public et le marquage des contenants. La sous-section h) a aussi été révisée afin de préciser qu'elle s'applique à l'aide fournie au moyen du produit de la monétisation.

22. Section 211.5k)i)iii)

Les organismes de parrainage coopérants non gouvernementaux peuvent investir le produit de la monétisation et les recettes de programme, avec l'autorisation de l'A.I.D., et utiliser le revenu à des fins relevant du Titre II. L'approbation de l'A.I.D. est réservée parce que les dotations relèvent d'une nouvelle autorité stipulée par le Congrès. L'A.I.D. considère qu'il convient de réviser les modalités de ces investissements et de ces utilisations jusqu'à ce que l'Agence et les organismes de parrainage coopérants aient plus l'expérience de ce mécanisme, de façon que des directives générales puissent être fournies.

23. Section 211.5 k)1)iv)

Les organismes de parrainage coopérants et les organismes bénéficiaires sont autorisés à utiliser le produit de la monétisation et les recettes de programme afin de financer l'amélioration de leurs systèmes de gestion. La description générale du plan d'exécution de l'Annexe II est aussi modifiée afin d'exiger la description de la capacité de l'organisme de parrainage coopérant et des organismes bénéficiaires d'utiliser et de rendre compte correctement du produit de la monétisation, et l'aide technique que l'organisme de parrainage coopérant a l'intention d'obtenir ou de fournir, en cas de besoin, afin de garantir que des systèmes de gestion soient en place dans le domaine des finances et d'autres domaines.

Le produit de la monétisation et les recettes de programme peuvent être affectés a) aux coûts indirects du siège des organismes de parrainage coopérants non gouvernementaux qui sont attribuables à l'activité de monétisation, b) aux coûts directs et indirects attribuables au programme relevant du Titre II dans le pays où il est mis en oeuvre, et c) les coûts des bureaux régionaux de l'organisme de parrainage coopérant qui sont attribuables aux programmes relevant du Titre II dans la région.

25. Sections 211.5k)4) et 5)

Il est interdit aux organismes de parrainage coopérants d'utiliser le produit de la monétisation et les recettes de programme en vue de pratiquer l'avortement comme méthode de planification familiale, ou de financer la production, aux fins d'exportation, de denrées agricoles ou de produits dérivés qui feraient concurrence sur le marché mondial aux produits ou denrées similaires des Etats-Unis, si cette concurrence entraînait un préjudice important aux producteurs des Etats-Unis. Quand un organisme de parrainage coopérant soumet à l'examen de l'A.I.D. un plan d'exécution qui propose

d'appuyer la production de récoltes destinées à l'exportation, l'A.I.D. décide si cette restriction est applicable et en avise ledit organisme.

26. Section 211.5 r)

Les organismes de parrainage coopérants gouvernementaux doivent autoriser le déchargement des denrées même en cas de litiges au sujet desdites denrées.

27. Section 211.6 a)

Les organismes de parrainage coopérants disposent d'une plus grande souplesse en étant autorisés à troquer les denrées ou à utiliser le produit de la monétisation et les recettes de programme afin de financer les coûts de traitement, de remballage ou de retraitement des denrées dans le pays de distribution.

28. Section 211.7a)3)

Le gouvernement rembourse à un organisme de parrainage coopérant non gouvernemental les frais d'expertise de déchargement par un expert indépendant.

29. Section 211.8b)2)

Des procédures plus réalistes sont établies en vue d'écouler les produits impropres à l'usage autorisé. Les denrées d'une valeur inférieure à 500 dollars peuvent être écoulées ou détruites sans le concours ni la supervision d'une mission de l'A.I.D. et une procédure expéditive est disponible pour les denrées d'une valeur supérieure à 500 dollars.

30. Section 211.9c)iv)

L'A.I.D. présente des demandes d'indemnisation et poursuit de telles demandes contre les transporteurs maritimes et se charge de la défense si lesdits transporteurs présentent une demande d'indemnisation quand l'A.I.D. passe un contrat de transport et que les demandes d'indemnisation portent sur les droits sur le fret et coûts connexes.

31. Section 211.9c)2)ii)

Les seuils à partir desquels les organismes de parrainage non gouvernementaux peuvent présenter des demandes d'indemnisation contre les transporteurs maritimes sont relevés. Il n'est pas nécessaire de présenter une demande si la perte est inférieure à 100 dollars ou comprise entre 100 et 300 dollars et si les frais de recouvrement sont susceptibles de dépasser le montant recouvré. De plus, l'organisme de

parrainage coopérant peut conserver les montants recouverts à concurrence de 200 dollars. Si la demande d'indemnisation dépasse 200 dollars, l'organisme de parrainage coopérant peut conserver 200 dollars plus 10% de la différence entre 200 dollars et le montant recouvré, à concurrence de 500 dollars au maximum.

32. Section 211.9d)

Afin de déterminer si la perte, l'avarie ou l'usage impropre des denrées ou du produit de la monétisation auraient pu être évités si l'organisme de parrainage coopérant s'était convenablement acquitté de sa responsabilité, l'A.I.D. prend en considération les problèmes découlant de la mise en oeuvre des programmes dans le pays en développement où l'activité a lieu ainsi que les pratiques commerciales normales du pays. Ces problèmes peuvent être décrits dans le plan d'exécution s'ils peuvent être déterminés à ce moment-là, ou l'organisme de parrainage coopérant peut fournir une explication pertinente quand les denrées ou le produit de la monétisation sont perdus, avariés ou improprement utilisés. L'A.I.D. ni une mission diplomatique ne doit présenter de facture à un organisme de parrainage coopérant avant de consulter le FFP sur la demande d'indemnisation et les circonstances qui ont entraîné la perte, l'avarie ou l'usage impropre des denrées, du produit de la monétisation ou des recettes de programme.

33. Section 211.9e)4)

Quand il est demandé à l'A.I.D. ou à une mission diplomatique d'approuver la décision d'un organisme de parrainage coopérant de renoncer à poursuivre une demande d'indemnisation contre un tiers concernant la perte, l'avarie ou l'usage impropre de denrées pour un des motifs décrits dans la présente section, l'A.I.D. ou la mission diplomatique doit fournir par écrit à l'organisme de parrainage coopérant une explication de sa décision dans un délai de 45 jours ou l'informer par écrit des motifs pour lesquels elle a besoin de temps supplémentaire pour étudier la demande.

34. Section 211.9f)1)

Afin de réduire les formalités administratives, les rapports sur la perte, l'avarie ou l'usage impropre de denrées ou du produit de la monétisation dans le pays de distribution peuvent être fournis chaque trimestre et si possible sous forme de tableaux. Les copies des demande d'indemnisation présentées contre des tiers peuvent être fournies avec les rapports de perte plutôt qu'au moment où les demandes sont faites. Il est inutile de fournir une information détaillée sur les pertes de denrées de moins de 500 dollars, mais ces pertes doivent être signalées. Toutes les pertes doivent être signalées, même

celles de moins de 500 dollars, parce qu'il incombe à l'A.I.D. de savoir quelle quantité de denrées a été livrée au bénéficiaire et quelle quantité a été perdue, avariée ou improprement utilisée. En outre, il est possible de constater dans les pertes relativement faibles des tendances qui suggèrent des problèmes plus graves qui mériteraient attention.

35. Section 211.9 g)

Quand la monnaie locale est convertie aux fins de dépôt de recouvrements dans le pays de distribution, la conversion doit être effectuée au taux de change officiel le plus élevé à la date du dépôt.

37. Section 211.10a)

Les organismes bénéficiaires, ainsi que les organismes de parrainage coopérants, doivent conserver des écritures sur les programmes qu'ils administrent.

37. Section 211.10b)

Les organismes de parrainage coopérants doivent soumettre à l'A.I.D., en double exemplaire, les rapports des vérifications internes effectuées conformément au paragraphe 211.5 c) (un à l'Inspecteur général et l'autre à FFP) et, au moins une fois l'an, des rapports sur la formation et l'utilisation du produit de la monétisation et des recettes de programme. Les organismes de parrainage coopérants doivent aussi remettre à l'A.I.D. tous rapports que celle-ci peut raisonnablement demander en plus de ceux qui sont décrits dans la présente section.

38. Section 211.11a)

La présente disposition, suivant laquelle l'A.I.D. se réserve le droit de cesser ou de suspendre les programmes, figure dans le règlement sous sa forme actuelle depuis 1979 et l'A.I.D. a toujours consulté officieusement les organismes de parrainage coopérants avant d'exercer ces droits. Néanmoins, une procédure officielle est en cours d'élaboration; elle prévoit qu'une notification écrite sera fournie à un organisme de parrainage coopérant non gouvernemental trente jours avant la date d'entrée en vigueur d'une suspension ou d'une cessation, chaque fois que l'A.I.D. jugera que les circonstances le permettent et l'A.I.D. examinera les commentaires de l'organisme de parrainage coopérant pendant cette période de trente jours. La décision de suspendre ou de cesser le programme est prise par les bureaux de l'A.I.D./W et non sur place.

39. Sections 211.4c), 211.5j) et n), 211.9 a), d), e)2) et 3).

En réponse aux demandes du Groupe, ces sections ont été révisées afin de les rendre plus claires et des modifications de style ont été apportées à d'autres sections.

40. Annexe I.

La description générale du plan d'exécution a été modifiée afin d'y ajouter des articles portant sur la demande et la justification de dérogations au règlement, comme indiqué au paragraphe 211.1 b, et afin de décrire les problèmes découlant de la mise en oeuvre de programmes dans le pays en développement où l'activité a lieu, comme indiqué au paragraphe 211.9 d). En outre, l'Article A.6 stipule qu'il n'est pas nécessaire que l'organisme de parrainage coopérant prépare une analyse de désincitation si l'A.I.D. ou le Ministère de l'Agriculture a réalisé pour un autre programme une analyse qui corresponde au programme proposé par l'organisme de parrainage coopérant.

Liste des sujets du Règl. 22 CFR Partie 211

Produits agricoles, aide en cas de catastrophes, programmes d'aide alimentaire, aide à l'étranger, organisations sans but lucratif, rapports et conservation d'écritures obligatoires.

En conséquence, le texte révisé de 22 CFR partie 211 (Règlement no. 11 de l'A.I.D.) a la teneur suivante:

PARTIE 211. TRANSFERT DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE CADRE DES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE, DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET AUTRE ASSISTANCE

**ANNEXE I A LA PARTIE 211 -
PLAN D'EXECUTION**

Autorité: Section 207c) de la Loi de 1954 relative au développement et à l'assistance en matière d'échanges agricoles, modifiée; voir Loi publique 101-624 104 Statut 3632, 3641 7 U.S.C. 1726 a c).

Par. 211.1 Objectif général et portée; législation.

a) **Législation.** La Loi de 1954 relative au développement et à l'assistance en matière d'échanges agricoles, modifiée, [Loi Publique 480] a été révisée par la Loi de 1990 relative au développement et aux échanges agricoles, Loi publique 101-624, 104 Stat. 3632-65 (1990). La législation mise en oeuvre par la réglementation afférente à cette partie (à partir de la date de publication de cette partie) comprend les sections suivantes de

la Loi publique 480: Sections 1, 2, 3, 201, 202, 203, 207, 401, 402, 403, 404, 406, 407, 408, 409, 413 et 414. Conformément aux dispositions du Titre II de la Loi publique 480, l'A.I.D. peut transférer des denrées agricoles afin de parer à la famine ou faire face à d'autres situations d'urgence ou exceptionnelles; combattre la malnutrition, surtout la malnutrition infantile et maternelle; conduire des activités destinées à remédier aux causes de la faim, de la mortalité et de la morbidité; encourager le développement économique et des collectivités; encourager des pratiques raisonnables dans le domaine de l'environnement et mettre en oeuvre des programmes d'alimentation. Les denrées agricoles peuvent être fournies, afin de répondre aux besoins en secours d'urgence, par l'intermédiaire de gouvernements étrangers et d'organisations privées ou publiques, notamment les organisations inter-gouvernementales. La Section 202 a) de la Loi publique 480 autorise l'A.I.D., nonobstant toute autre disposition de la loi, à fournir des denrées agricoles en vue de secours d'urgence de la manière et suivant des modalités et conditions que l'A.I.D. juge appropriées pour parer à l'urgence. Les denrées agricoles peuvent aussi être fournies en vue d'aide ordinaire par l'intermédiaire d'organisations bénévoles privées ou de coopératives qui soient, dans la mesure du possible, habilitées par l'A.I.D. et par l'intermédiaire d'organisations intergouvernementales.

b) **Modalités et conditions.** La présente partie 211, également dénommée Règlement N° 11 de l'A.I.D., prescrit les modalités et conditions standard régissant les programmes relevant du Titre II, sauf ceux organisés par les organismes des Nations Unies et le Programme alimentaire mondial. Le plan d'exécution soumis par un organisme de parrainage coopérant peut proposer et justifier une dispense concernant toute section du présent Règlement qui n'est pas exigée par la loi. Si l'A.I.D. approuve cette dispense, la section ou sous-section ainsi visée est signalée dans l'Autorisation de transfert signée par l'organisme de parrainage coopérant et l'A.I.D. ou dans une pièce, établie par l'A.I.D., en annexe au Plan d'exécution.

211.2 Définitions.

a) Le sigle "A.I.D." désigne l'Agence pour le développement international ou tout autre organisme qui lui succède, ainsi que, le cas échéant, chaque "USAID". Le sigle "USAID" désigne un bureau de l'A.I.D. situé dans un pays étranger. Le sigle "AID/W" désigne le bureau de l'A.I.D. situé à Washington, D.C.

b) **L'estimation annuelle des besoins (AER)** (Formulaire A.I.D. 1550-3, Pièce E, Manuel No 9 de l'A.I.D.), est une mise à jour statistique du Plan d'exécution signée par l'organisme de parrainage coopérant qui sollicite l'envoi de denrées en vertu de dispositions du Titre II, et qui fournit une

estimation des quantités requises. Une fois signé par l'A.I.D./W, l'AER, l'Accord du Programme de vivres pour la paix entre l'A.I.D. et l'organisme de parrainage coopérant, le plan d'exécution agréé et le présent Règlement No 11 constituent un accord de donation, entre l'A.I.D. et l'organisme de parrainage coopérant, relatif aux denrées figurant dans l'AER.

c) Le sigle "CCC" désigne la Commodity Credit Corporation, organisme constitué en société et établissement public des Etats-Unis relevant du ministère de l'Agriculture.

d) 1) Par "Organisme de parrainage coopérant", il faut entendre une entité, aux Etats-Unis ou à l'extérieur, gouvernementale ou non, par exemple un gouvernement étranger, la Croix-rouge américaine, une organisation intergouvernementale, un organisme bénévole sans but lucratif ou une coopérative qui concluent avec le Gouvernement américain un accord sur l'utilisation de denrées agricoles ou de fonds.

2) L'expression "Organisme de parrainage coopérant gouvernemental" désigne un gouvernement étranger qui a signé une autorisation de transfert aux termes de laquelle les denrées agricoles font l'objet d'un don uniquement aux fins de secours d'urgence. Les organismes de parrainage coopérants sont traités dans les présentes comme un groupe distinct des autres organismes de parrainage coopérants puisqu'ils ne sont qualifiés que pour des programmes de secours d'urgence et que leur situation est différente dans des questions comme les règlements sur les envois et dans certains autres aspects des accords.

3) L'expression "Organisme de parrainage coopérant non gouvernemental" désigne un organisme de parrainage coopérant représenté par une organisation bénévole sans but lucratif privée, une coopérative, la Croix-Rouge américaine, ou un autre organisme privé ou public. Une organisation intergouvernementale est également considérée comme un organisme de parrainage coopérant non gouvernemental dans la présente partie (Règlement No 11 de l'A.I.D.), à moins que le texte ou le contexte ne l'indiquent autrement.

4) Le terme "Coopérative" désigne un organisme du secteur privé dont les membres possèdent et contrôlent l'organisation et partagent ses services et ses bénéfices et qui fournit à ses membres des services et une formation en développement de coopérative.

f) L'expression "Missions diplomatiques" désigne les bureaux du Département d'Etat situés dans les pays étrangers et peut inclure les ambassades, les légations et les bureaux consulaires. Comme l'A.I.D. est chargée des programmes relevant du Titre II, les références du présent Règlement aux Missions diplomatiques ne s'appliquent qu'aux pays sans USAID.

g) L'expression "Organisations de secours en cas de catastrophe" désigne les organisations qui sont agréées par l'A.I.D./W, l'USAID, ou par une mission diplomatique, à prêter assistance aux victimes de catastrophe.